

*Les subsides*

Langdon). Il parle d'adopter une attitude agressive à l'égard des droits compensateurs. Pas plus tard que ce matin, un député de son parti a parlé du grave problème que représentent pour notre industrie du bois d'oeuvre les droits compensateurs américains. Le député veut que nous adoptions une attitude encore plus agressive. Il parle de la souris qui veut se mesurer au lion. Il veut maintenant que nous adoptions une position plus agressive tout en disant que nous ne pouvons pas négocier avec les États-Unis ni leur faire concurrence. Selon lui, la solution consiste pour nous à devenir l'agresseur. Les arguments du député et de certains de ses collègues sont incohérents et mal présentés. Ils veulent semer la confusion dans l'esprit des Canadiens. Ils invoquent tellement d'arguments diamétralement opposés les uns aux autres qu'ils croient que les pauvres Canadiens ne pourront pas s'y retrouver. Je suis certain qu'une surprise les attend.

Le député affirme qu'ils veulent une guerre commerciale. Ils veulent que la situation devienne encore plus conflictuelle qu'elle ne l'est déjà. Cette attitude est à la fois surprenante et inquiétante. Un député de son parti a déclaré ce matin que nous n'avons pas négocié suffisamment pour éviter la possibilité que des droits compensateurs soient imposés sur le caoutchouc. Lui aussi, il anticipe sur les négociations. Plus tôt, un député de ce côté-ci a tenu de beaux discours en déclarant que l'on anticipait et que l'on décidait à l'avance. Il a déjà décidé que les États-Unis ne renonceront jamais aux droits compensateurs. Ce matin, cependant, le député de Skeena (M. Fulton) a déclaré qu'il n'y aurait pas d'éventuels droits compensateurs. Depuis le début, ce parti ne nous annonce que des catastrophes. Le député parle de chimères et de voeux pieux. Le gouvernement sait que les négociations avec les États-Unis peuvent avancer très vite et nous avons l'intention d'informer les électeurs canadiens d'une façon franche et organisée qu'ils pourront comprendre, au lieu de semer la confusion.

**M. Langdon:** Monsieur le Président, loin de moi l'idée de laisser le député de Sarnia—Lambton (M. James) dans la confusion, ce qui ne servirait à rien. Mon discours ne se voulait pas anti-américain, mais il visait à exposer certaines réalités. Celles-ci sont, à certains égards, les mêmes que celles énoncées ce matin par le ministre du Commerce extérieur. Il est un fait que les États-Unis imposent beaucoup de droits compensateurs. Ils sont de plus en plus étendus et en fait, le gouvernement s'en est servi comme prétexte pour essayer d'entreprendre ces entretiens sur le libre-échange.

Il ne s'agit pas là d'anti-américanisme. C'est une réalité devant laquelle nous devons réagir. Il faut savoir de quels moyens nous disposons pour réagir et quelle est la meilleure façon de le faire. Actuellement, nos moyens sont limités. Le comité spécial qui a étudié la question l'été dernier est arrivé à la conclusion que nos propres lois sur les droits compensateurs n'étaient pas suffisamment sévères. Je veux simplement le mentionner.

Nous devons choisir la voie qui a le plus de chance de nous faciliter nos échanges commerciaux. Nous parlons de guerres commerciales, rien de plus dramatique que cela. C'est une question grave dans ma région, tout comme elle doit l'être dans celle du député. Nous devons décider de la meilleure façon de remédier à ce problème. Je prétends qu'il est nettement préférable de suivre une voie qui nous permet d'obtenir des appuis et nous

donne la possibilité de nous défendre contre les attaques américaines sur le plan commercial, dont le monde entier prend note.

En terminant je dirai que, dans ses relations commerciales avec les États-Unis, la Communauté européenne adopte une position plus ferme. Selon moi, les résultats qu'elle obtient montrent qu'elle se fait beaucoup plus respecter que nous.

**M. Caldwell:** Monsieur le Président, je voudrais poser une question à mon collègue représentant la circonscription voisine, celle d'Essex—Windsor. Il continue de s'opposer à la conclusion d'un accord commercial bilatéral avec les États-Unis. Il a bien des craintes à cet égard et il amène les gens de Windsor, qui est une ville frontière, à craindre les répercussions d'un accroissement de nos relations commerciales avec les États-Unis. Il a donné le porc comme exemple. Ne serait-il pas plus judicieux d'inclure ce marché de 800 millions de dollars dans un accord semblable à l'Accord sur l'automobile auquel les Travailleurs unis de l'automobile se sont opposés lorsqu'il a été négocié? A l'heure actuelle, ils sont, bien entendu, contre tout nouvel accord avec les États-Unis. N'est-ce pas là une situation semblable? Je n'arrive pas à comprendre que le député continue à redouter un accord comme celui-ci, alors qu'il considère l'Accord sur l'automobile comme l'un des meilleurs accords jamais signés. Ce dernier a été négocié par Simon Reisman, celui-là même qui négocie à l'heure actuelle pour le Canada au sujet du libre-échange. Les Travailleurs unis de l'automobile s'y sont alors opposés, tout comme ils rejettent à l'heure actuelle les pourparlers bilatéraux avec les États-Unis. Ne souhaite-t-il pas voir nos agriculteurs du comté d'Essex bénéficier d'un bon accord, comme l'Accord sur l'automobile?

● (1530)

**M. Langdon:** Monsieur le Président, le député mélange tant de choses magnifiques qu'il est difficile de savoir par où commencer. Permettez-moi d'essayer.

Tout d'abord, chacun d'entre nous doit tenter d'évaluer dans quelle mesure il est probable que nous réussissions à obtenir des garanties des États-Unis. Dans le cas de l'Accord sur l'automobile, nous les avons obtenues, car il s'agit d'un seul secteur et nous avons lutté de toutes nos forces. M. Reisman a lui-même déclaré alors qu'il s'opposait à ces garanties, mais le gouvernement de l'époque, peut-être sous la pression des Travailleurs unis de l'automobile, qui sait? lui a demandé d'insister sur ces dernières. Or, comme nous le savons tous deux, ces garanties sont absolument essentielles et profitables pour le Canada en l'occurrence. Si nous considérons l'Accord sur l'automobile comme une initiative sensée et souhaitable, c'est bien parce qu'elles existent.

Cependant, en ce qui a trait au porc, nous devons nous poser honnêtement la question: Est-il probable que les États-Unis renoncent à leur pouvoir d'appliquer des droits compensateurs comme ils le font depuis un an aux agriculteurs de la circonscription du député et de la mienne et dont ils ont tous énormément pâti? En gens raisonnables, je pense que nous devons voir la réalité en face. J'ai essayé dans une certaine mesure d'exposer cette réalité aujourd'hui. Il y a notamment l'observation de M. Merken qui a déclaré que les Américains ne voient pas qu'il soit possible d'exempter seul un pays des droits compensateurs